

MRRRC

**Le Mouvement pour la Renaissance
et la Reconstruction du Congo**

Le carnet de Colette Braeckman Le double pari de Kabila et Kagame

Posté le 27 janvier 2009 |

L'entrée de troupes rwandaises au Kivu et la neutralisation de Laurent Nkunda n'ont pas fini de faire des vagues. A Kigali comme à Kinshasa, les esprits sont échauffés et on se rend compte à quel point les présidents des deux pays se sont lancés dans un pari risqué. Pour de nombreux Rwandais et Tutsis congolais résidant au Rwanda en effet, Laurent Nkunda est un compagnon de combat de l'Armée patriotique rwandaise, dont il avait rejoint les rangs en 1990. Officier de renseignement, en première ligne de toutes les guerres menées dans la région, il est détenteur de bien des secrets. En outre, à la tête du CNDP (Conseil national pour la défense du peuple) il avait préservé les intérêts commerciaux de nombreux hommes d'affaires rwandais ou congolais, protégé leurs élevages dans le Masisi et créé une sorte de zone tampon sur la frontière. Sa mise à l'écart et plus encore les demandes d'extradition formulées à son encontre suscitent inquiétude et réactions de solidarité tandis que la normalisation des relations entre les deux pays risque d'assécher bien des réseaux mafieux transfrontaliers. (Des sociétés basées au Rwanda et vendant le minerai en Europe n'hésitaient pas à commercer avec les exploitants hutus, les intérêts financiers étant bien plus forts que les haines ethniques...)

Du côté congolais, les réactions s'expriment plus ouvertement encore qu'au Rwanda : relayant les réactions du président de l'Assemblée Vital Kamerhe, plus de 200 parlementaires s'activent à faire signer une pétition, l'opposition crie à la trahison, la classe politique dénonce l'entrée impromptue des troupes rwandaises, sans croire que le délai de quinze jours qui leur a été imparti sera respecté et elle considère comme un déficit démocratique le secret qui a présidé à l'opération. De son côté la mission des Nations unies au Rwanda regrette d'avoir été tenue à l'écart même si elle a finalement promis de coopérer tandis que les humanitaires expriment leurs craintes de dérapages ou de représailles à l'encontre des populations civiles (terrorisés, des villageois du Sud Kivu fuient déjà dans la forêt...) Cependant, au-delà du désarroi des premières heures, les avantages de l'« opération conjointe » commencent eux aussi à apparaître : Kabila, qui était incapable de vaincre militairement le CNDP, a réussi à rétablir l'autorité de l'Etat sur de vastes zones du Nord Kivu que l'on croyait perdues et les populations déplacées espèrent désormais pouvoir rentrer chez elles. Quant au Rwanda, il répond avec éclat au rapport dévastateur publié en décembre par des experts de l'Onu l'accusant de soutenir Nkunda et qui avait entraîné la suspension de plusieurs coopérations européennes. A l'heure où les démocrates reviennent au pouvoir à Washington, le président Kagame peut reprendre dignement sa place d'ami de la famille Clinton et de modèle de la bonne gouvernance.

Et surtout, les deux voisins s'emploient désormais à régler un problème qui empoisonne la région depuis quinze ans, maintient une menace sur le Rwanda et accable les populations du Kivu qui subissent viols, mutilations, esclavage dans les mines. Il faut rappeler que c'est sur l'insistance de la communauté internationale et à l'issue de l'Opération Turquoise que le Kivu

avait été contraint d'accueillir un million et demi de Hutus qui avaient participé au génocide. Aujourd'hui, sous des appellations diverses, quelque 10.000 de ces combattants hutus (mais peut-être beaucoup plus...) sont restés au Congo et leurs chefs (souvent réfugiés en Europe...) s'appuient sur cette présence militaire pour exiger un dialogue politique avec Kigali, espérant ainsi assurer leur propre avenir. Même si bon nombre de ces Hutus sont trop jeunes pour avoir à l'époque participé au génocide, ils n'en ont pas moins été élevés dans la même idéologie.

Depuis quinze ans, aucun de ceux qui avaient été à l'origine du problème ou avaient permis sa pérennisation dans les camps de réfugiés n'a apporté de solution, ni à l'hypothèque des réfugiés hutus ni à la rébellion de Nkunda qui prétendait s'opposer aux FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda): c'est au compte gouttes que la Mission des Nations unies au Congo a organisé les rapatriements, elle n'a pas protégé les civils congolais lors des derniers affrontements, pas plus qu'elle n'a désarmé les combattants rwandais (quant ses soldats ne trafiquaient pas avec eux...).

Quant à l'Europe, en décembre dernier encore, elle a renoncé à envoyer une force d'intervention militaire et a qualifié d' « internationalisation du conflit » les velléités angolaises de porter secours à une armée congolaise défaillante. Laissés seuls face à leurs problèmes respectifs, faut-il s'étonner du fait que Kabila et Kagame aient tenté de trouver une « solution africaine » à un défi commun. Ils ont ainsi mis à l'écart tous les « faiseurs de paix » aussi bavards qu'impuissants, chacun sachant très bien que, si elle le veut réellement, (ce qui devra encore être prouvé...) l'armée de James Kabarebe est la seule à pouvoir désarmer les Hutus récalcitrants, dont elle connaît parfaitement la localisation, quand elle ne les a pas infiltrés depuis longtemps...

Certes, on peut souligner l'opacité des négociations : elles ont été menées à Kigali par deux émissaires katangais représentant l'aile dure du régime, le très taiseux Katumba Mwanke (honné des Occidentaux) et le Général John Numbi qui a dribblé ses chefs hiérarchiques et laissé à l'écart les représentants du Kivu. Mais le secret n'était-il pas l'une des conditions de la réussite de l'opération et ne valait-il pas mieux laisser à l'écart des Kivutiens qui auraient été automatiquement soupçonnés de collusion ou d'intransigeance ? Restera à combler le déficit démocratique par de sérieuses séances d'explications où l'on soulignera que partout dans le monde ce sont les « faucons » qui signent les accords de paix les plus durables... Alors qu'à Kinshasa la coalition présidentielle est toujours en proie au tumulte, le Parti lumumbiste unifié, dont est issu le Premier Ministre, a réitéré sa confiance au « sens élevé de responsabilité du leadership nationaliste ». A propos des unités étrangères engagées aux côtés des forces armées congolaises, le communiqué signé par le Patriarche Antoine Gizenga lui-même ne craint pas de rappeler que dans « dans l'Histoire, il a existé bien des cas où des parties antagonistes se sont unies pendant un temps pour faire face à un danger commun. » Si l'opération devait échouer, la note sera sans doute plus lourde à payer à Kinshasa qu'à Kigali où l'opinion est plus contrôlée. Mais si elle réussit, elle réjouira tous ceux qui prônent des solutions africaines tandis que MM. Kagame et Kabila auront confirmé leurs galons d'hommes d'Etat et fait avancer la coopération régionale...